

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1856 - 10 mars 1994 - 4 F

### D 1856 ÉQUATEUR : GRAVE INCIDENT À LA FRONTIÈRE AVEC LA COLOMBIE

L'Amazonie équatorienne limitrophe de la Colombie a été le théâtre, le 16 décembre 1993, d'une attaque de guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (cf. DIAL D 1744) contre une patrouille militaire et policière de lutte contre le trafic de stupéfiants. Bilan: onze membres de la patrouille tués et deux autres disparus. Quelques jours plus tard, l'armée équatorienne ratissait la région et procédait à l'interpellation d'une trentaine de paysans. Onze d'entre eux étaient détenus au secret et maltraités, puis mis en procès sous l'inculpation de collaboration à la guérilla. Le 19 janvier 1994, une "coordination de solidarité avec les paysans de la rivière Putumayo" composée d'organisations de défense des droits de l'homme et d'organismes d'Église lançait une campagne pour rétablir la vérité des faits. Texte ci-dessous.

Note DIAL

Quito, le 19 janvier 1994

Sur la base d'informations recueillies par les organisations de défense des droits de l'homme et d'organismes d'Église qui sont membres de la "Coordination de solidarité avec les paysans de la rivière Putumayo", nous vous envoyons un résumé du cas pour que vous puissiez mener des actions auprès des autorités.

#### Les événements

Le 16 décembre 1993, dans le domaine de Peña Colorada, sur la rivière frontalière Putumayo, dans la province de Sucumbíos, une patrouille fluviale policière et militaire en opération de contrôle du trafic de stupéfiants tombait dans un guet-apens tendu par des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Bilan: sept policiers et quatre militaires tués, un policier et un militaire disparus, ainsi que plusieurs autres blessés. En tant qu'organisations de défense de la vie, nous regrettons cet acte de violence qui a endeuillé plusieurs familles et nous nous déclarons solidaires de leurs souffrances.

#### Les conséquences

Dans les jours suivants, entre le 18 et le 21 décembre, des membres de l'armée équatorienne ont mené plusieurs opérations de contrôle et interpellé une trentaine de personnes. Une bonne moitié ont été remises en liberté après avoir subi des interrogatoires sous torture, conformément aux témoignages recueillis par des organisations de défense des droits de l'homme de la région. A l'heure actuelle, onze paysans sont encore injustement détenus sous l'accusation d'avoir participé à l'opération de la guérilla. Il s'agit de Carmen Bolaños Mora, Alejandro Aguinda Lanza, Demetrio Pianda Machoa, Froilán Cuéllar, José Otilio Quinayas, Harold Heberth Paz Payaguaje, Juan Climaco Cuéllar Lanza, Henry Machoa Pallaguaje, Leonel Aguinda Urapari (mineur), Josué Bastidas Hernández, de nationalité colombienne; et Carlos Enrique Cuéllar, de nationalité équatorienne.

Tous habitent dans cette zone conflictuelle (trafic de stupéfiants, guérilla, actes abusifs de la police et de l'armée). Elle est considérée comme une région marginale marquée par l'extrême pauvreté. L'un des principaux problèmes de ses habitants est leur manque de pièces d'identité.

La localité de Nueva Esperanza (en Équateur) a été concernée, avec la détention de plusieurs de ses habitants et avec le déplacement contraint des femmes et des enfants des détenus en direction d'Ospina (en Colombie), alors que cette localité se trouve à deux heures de marche de Peña Colorada. Les prisonniers, des paysans, rendaient à la communauté des services en tant que catéchistes, agents de santé, comités de parents, groupes sportifs, etc.

Après leur arrestation, ils ont été successivement emmenés dans deux casernes de la région où ils ont été enfermés avec un bandeau sur les yeux, les mains ligotés, et soumis à de sévères tortures. Ils ont été frappés à coups de pied, suspendus, aspergés de gaz. Ils ont subi le supplice de l'électricité et des simulacres d'exécution. La femme a été violée. Pendant toute la durée de leur détention au secret, ils ont été privés de nourriture et de sommeil. A bout de résistance physique et psychologique, ils ont fini par se reconnaître coupables des charges dont ils étaient accusés. Les enregistrements filmés dans ces conditions ont été utilisés contre eux.

Le 27 décembre ils ont été conduits à Quito dans des conditions dégradantes et remis à la police. Deux jours plus tard, ils ont été transférés au pénitencier central après avoir été soumis à de nouveaux interrogatoires sous torture permanente (simulacres d'exécution, privation de sommeil et agressions physiques). Leurs déclarations ont été à nouveau filmées.

#### La situation actuelle

Le 3 janvier, le procès en justice a été introduit devant le tribunal de Sucumbíos. Les accusés sont détenus au pénitencier García Moreno de Quito. Les accusations sont les suivantes, selon un rapport de l'OID: assassinats, terrorisme, association de malfaiteurs, détention illégale d'armes, d'explosifs et de munitions, trafic de stupéfiants.

Aucun des détenus n'a d'antécédents judiciaires, et il n'existe aucune preuve des accusations formulées contre eux. Les paysans sont soutenus par des organisations de défense des droits de l'homme et des organismes d'Église qui travaillent dans cette région. Des habitants des localités dont ils proviennent, des autorités locales, des groupes et des institutions des deux côtés de la frontière ont témoigné oralement et par écrit de leur honorabilité.

Par la suite, le ministre de l'intérieur et celui de la défense nationale ont tenu des propos qui ne sont pas en accord avec la réalité des faits. Au cours d'une conférence de presse, le ministre de la défense nationale a présenté des vidéos prétendant démontrer la culpabilité des prévenus par des aveux passés sous la contrainte de tortures physiques et psychologiques pendant plusieurs jours. En effet, les rapports médicaux, dont celui rédigé par la police au moment de la réception des détenus, les témoignages recueillis par des agents consulaires et des organisations humanitaires, ainsi que d'autres informations, tous témoignent de l'utilisation de méthodes pour affaiblir la résistance et la volonté des onze paysans détenus. Mais le ministre a nié que les droits de l'homme aient été violés pour ces paysans qu'il a qualifiés de "guérilleros d'exploitations agricoles". C'est ainsi qu'il a appelé "tous les paysans qui n'appartiennent certes pas aux colonnes organisés de la guérilla", mais qui ont été recrutés "soit volontairement soit de force" et qui "collaborent aux opérations lancées par les subversifs sans cesser de faire leur travail dans les domaines et les plantations de la frontière".

Cette manière de voir est refusée par les organisations de défense des droits de l'homme et les organismes d'Église, car elle tend à criminaliser les organisations et les activités de certains milieux sociaux pauvres.

Face aux arrestations arbitraires, au secret de la détention, aux tortures, aux inculpations, au déplacement forcé des familles des détenus et autres atteintes à leur rencontre, il est urgent que les organisations populaires et démocratiques prennent position sur cette affaire et lancent des actions de solidarité.

Nous vous serions reconnaissants de vous adresser aux autorités équatoriennes et colombiennes

- pour exprimer votre préoccupation devant la situation faite à un groupe de paysans de la région frontalière; pour demander l'ouverture d'une enquête exhaustive et impartiale afin de parvenir à la vérité des faits, de garantir un exercice correct de la justice ainsi que le respect des droits de l'homme, des lois nationales et des accords nationaux en vigueur;

- pour condamner la pratique de la torture et demander des garanties sur la vie et l'intégrité physique et psychologique des paysans détenus;

- pour rejeter l'expression "guérillero d'exploitation agricole" qui visent des paysans pauvres de la zone frontalière et qui mettent leur sécurité en danger; pour demander qu'il soit tenu compte de la complexité ethnique, sociale, économique, politique et militaire de cette région frontalière marquée par la violence.

Toute action ou initiative entreprise par votre organisation sera un élément utile à la défense de la dignité des paysans injustement détenus, et de celle du peuple en général.

(Adresses des personnes et institutions concernées en Équateur et en Colombie...)

Pour la coordination de solidarité

Soeur Elsie Monge, présidente de la Commission équatorienne des droits de l'homme  
Mariana Ullaguari, Service paix et justice d'Équateur  
Mgr Gonzalo López, évêque vicaire apostolique de San Miguel de Sucumbios  
Gonzalo Aguirre, pastorale de la consolation et de la solidarité, Conseil latino-américain des Églises  
Gardenia Chávez, comité d'aide aux réfugiés et déplacés par la violence  
Luis E. Galarza, secrétaire exécutif de la Commission équatorienne justice et paix  
Alexis Ponce, Assemblée permanente pour les droits de l'homme  
Victor Hugo Jijón, commission de défense des droits de l'homme

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)